



le Groupe SRC
Socialiste, Radical, Citoyen



Notre dimanche doit rester libre !



le Groupe SRC
Socialiste, Radical, Citoyen

1 - L'enjeu de société

Des lois déjà
permissives

- La loi actuelle garantit un équilibre entre le respect du repos dominical et la nécessité d'assurer une continuité des activités indispensables à la collectivité (services publics, hôpitaux, marchés...)
- Des dérogations peuvent être accordées entre 5 fois dans l'année par le Maire, pour la grande distribution afin de répondre aux pics de consommation (fêtes de fin d'année...).
- Dans les zones touristiques la législation permet l'ouverture le dimanche pendant la saison touristique des seuls magasins en lien avec le tourisme.
- Dans le commerce de détail alimentaire, elle permet une ouverture le dimanche jusqu'à midi.
- La réforme Sarkozy est à la fois un blanchiment des enseignes commerciales qui se sont mises hors la loi et aussi une généralisation du travail dominical. Le gouvernement qui invoque en permanence l'autorité de la loi amnistie les pratiques patronales illégales.

Une réforme
Pour faire sauter
tous les verrous

- **Malgré ses affirmations, la nouvelle proposition de loi UMP impose une généralisation du travail dominical.**
- **La légalisation de l'ouverture dominicale concernera toutes les communes touristiques de France (plus de 5000) et tous les commerces pendant toute l'année.**
- **Elle englobera toutes les grandes agglomérations (Paris, Lyon, Marseille, Nantes, Lille, Strasbourg,...)**
- **Dans toutes ces villes, l'ouverture le dimanche se fera sans contreparties pour les salariés. Il n'y aura ni volontariat, ni salaire double, ni repos compensateur.**

1 - L'enjeu de société

**Une loi pour une
conception libérale
de notre société**

- C'est une conception mercantile qui modifie en profondeur notre vie en société
- C'est le symbole du passage d'une économie de marché à une société de marché où le commerce et la consommation dominent toute la vie sociale
- C'est la disparition progressive d'un jour commun à l'ensemble de la société où la vie privée, familiale, culturelle, spirituelle, associative prend le pas sur le travail et le mercantilisme
- C'est l'érosion des liens sociaux où la visite au supermarché remplace les réunions familiales, la convivialité, les manifestations associatives, culturelles, religieuses ou sportives
- C'est le travail continu qui déstructure la vie privée et l'organisation familiale

**Une loi qui détériore
les conditions de vie**

- C'est au contraire la remise en cause du mouvement vers une consommation raisonnée qui protège mieux les hommes et les ressources naturelles
- C'est un surcroît de gaspillage pour la collectivité en matière d'équipement, de transports, de pollution...
- Ce sont :
 - des services supplémentaires de garde d'enfants pour les parents qui travailleront le dimanche.
 - des besoins de transports supplémentaires
 - des services bancaires (paiement des achats)
 - des livraisons supplémentaires
 - des surcoûts en énergie (chauffage, éclairage, essence...)
- C'est la transformation de nos villes en galeries commerciales bien au-delà de la libéralisation de l'implantation des grandes surfaces permise par la Loi de Modernisation de l'Économie (implantation sans autorisation jusqu'à 1000m² au lieu de 300)

2 - L'enjeu économique

Aucun avantage économique

- La généralisation de l'ouverture dominicale des commerces fera disparaître le surcroît de chiffre d'affaires réalisé aujourd'hui par les petits commerces le dimanche.
- Elle est dangereuse pour l'activité des marchés le dimanche
- Il n'y a pas de surcroît de consommation. Le pouvoir d'achat n'est pas extensible. Les achats dominicaux se substituent aux achats de la semaine.
- La libéralisation du travail du dimanche dans toutes les grandes surfaces d'ameublement est intervenue en janvier 2008. Quelques semaines après, les professionnels de l'ameublement ont vivement souhaité revenir à un nombre de dimanches limités dans l'année. Le coût de l'ouverture est supérieur au chiffre d'affaires généré.
- La dynamisation des zones commerciales périphériques entraîne la fragilisation ou la disparition des commerces de proximité et de l'artisanat des centres-villes.
- Les coûts supportés par la collectivité sont supérieurs aux gains et n'engendrent aucune croissance supplémentaire

Une menace pour l'emploi

- L'avantage de concurrence octroyé à la grande distribution menace 100 000 emplois de disparition dans le commerce de proximité
- Les créations d'emplois dans la grande distribution sont estimées au mieux à 8000 postes
- Ce sont le plus souvent des contrats temporaires à temps partiel (intérim, CDD...)

Une réforme en trompe l'œil pour la baisse des prix

- Ouvrir un dimanche coûte plus cher qu'un jour de semaine. Cela entraîne des coûts de gestion supplémentaires (masse salariale, consommation d'énergie, renchérissement des fournitures...)
- Dans les pays qui ont autorisé l'ouverture dominicale, les prix ont augmenté de 5% en moyenne.

3 - L'enjeu social

Des salariés contraints

- C'est un retour au XIXe siècle. La loi de 1906 encadrant le travail le dimanche a été conçue pour accorder un temps de repos régulier commun aux salariés.
- La liberté du salarié est une fiction dans les relations du travail. Le salarié ne s'embauche pas, ne se licencie pas, ne se distribue pas des primes, ne s'accorde pas de RTT. A fortiori il ne choisit pas quels jours il veut travailler. C'est une décision de l'employeur.
- Du fait de ce lien de subordination, de la précarité de l'emploi et de la faiblesse des salaires, très peu de salariés pourront refuser de travailler le dimanche
- La très grande majorité des salariés de la grande distribution est composée de mères de famille, employées à temps partiel, payées entre 750 et 900 euros net. Elles n'ont pas la liberté de choisir leurs heures ni leurs jours de travail.
- Dès lors que le travail du dimanche sera légalisé, les enseignes commerciales n'auront plus besoin d'employer des étudiants par intérim.

Des obligations pour les salariés sans contrepartie

- **Il n'y a pas de principe du paiement double le dimanche dans la nouvelle proposition de loi. Seule l'absence d'accords collectifs ouvrira ce droit dans les périmètres d'usage de consommation exceptionnelle.**
- Actuellement, dans la plupart des accords de la grande distribution, le travail du dimanche donne généralement droit à un repos compensateur sans avantage salarial. Le doublement du salaire horaire le dimanche est extrêmement rare.
- **Dans les communes touristiques où le travail dominical sera autorisé, il n'y aura ni volontariat ni augmentation de salaire.**
- **Les salariés pourront être licenciés s'ils refusent de travailler le dimanche.**
- Comme les heures supplémentaires, le gain du travail dominical ne concernera qu'une toute petite minorité de salariés et n'est aucunement une réponse à la faiblesse des salaires et à la baisse du pouvoir d'achat.

4 - L'enjeu politique

Les Français hostiles

- 84% souhaitent que le dimanche reste le jour de repos commun (IPSOS)
- 71% des salariés du privé pensent qu'ils n'auront pas la possibilité de refuser de travailler si leur employeur leur demande.
- Ils ne sont qu'une moitié (52%) à souhaiter des magasins ouverts le dimanche
- Les salariés de la grande distribution, premiers concernés, sont très majoritairement hostiles à cette ouverture
- Les organisations syndicales unanimes sont opposées à toute déréglementation du travail dominical
- Refus tout aussi catégorique des principales organisations d'employeurs (Fédération nationale de l'Habillement, CGPME, Confédération de l'alimentation de détail) qui redoutent des baisses d'activité et des destructions d'emplois
- La réforme n'a fait l'objet d'aucune consultation ni négociation avec les partenaires sociaux

Une vie familiale déstructurée

- Toutes les organisations familiales y sont catégoriquement opposées. Pour l'UNAF « ce sont les rythmes de consommation qui doivent s'adapter à la vie de famille, non l'inverse »
- Les organisations de consommateurs estiment également que l'ouverture dominicale est inutile et n'apporte que peu d'avantages
- Même hostilité des mouvements associatifs et religieux pour qui « l'on veut faire passer les lois du commerce avant la dimension conviviale, familiale et spirituelle de l'existence »
- La réforme n'a fait l'objet d'aucune concertation avec ces organisations

4 - L'enjeu politique

Les inconséquences de l'UMP

- La gauche est unanimement contre
- **Les députés de l'UMP qui s'étaient opposés à la première version de la proposition de loi ont signé la seconde**

Les prudences de l'UMP

- Seuls, les États-unis et le Canada ont généralisé l'ouverture dominicale. Un débat existe aujourd'hui pour les limiter
- En Europe, L'Allemagne et les pays scandinaves ont des législations particulièrement draconiennes. Les plus libéraux sont la Grande Bretagne, les Pays-Bas et l'Espagne. Les autres pays disposent de dérogations plus ou moins larges

le Groupe SRC

Socialiste, Radical, Citoyen

OUI

AU

REPOS

DU

DIMANCHE

le Groupe SRC

Socialiste, Radical, Citoyen